

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERAMM Usine des boues

Parc des Aygalades
35 Boulevard du Capitaine Gèze
13014 Marseille

Références : D-0219-MRS-2024

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006402259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2024 dans l'établissement SERAMM Usine des boues implanté 220 Chemin de Morgiou 13009 Marseille. L'inspection a été annoncée le 29/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERAMM Usine des boues
- 220 Chemin de Morgiou 13009 Marseille
- Code AIOT : 0006402259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine des boues, exploitée par la société SERAMM, réalise l'ensemble du traitement des boues issues de la station d'épuration de Marseille. Cela inclut en particulier les opérations de méthanisation des boues et la valorisation du biogaz.

Thèmes de l'inspection :

- les usages de l'eau et origine de l'eau consommée pour chaque usage,
- le suivi des consommations d'eau (compteurs, registre, le cas échéant déclaration GEREP...),
- l'existence d'un plan de sobriété hydrique (PSH).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement (volumes autorisés)	Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 2	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 31/07/2006, article 4.1.2	Sans objet
3	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 31/07/2006, article 4.1.2	Sans objet
4	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
5	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
6	Mise en oeuvre du PSH	Autre du 20/06/2023, Communication DREAL	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité n'a été relevée en lien avec les volumes de prélèvements d'eau ou leur suivi. L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées.

En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de son eau potable à son fournisseur d'eau. Les éléments de réponse devront être transmis à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement (volumes autorisés)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2009, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 4.11 "origine des approvisionnements en eau" dernier alinéa de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2006 sont supprimées et remplacées par : "Les prélèvements d'eau autorisés dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont les suivants : Origine / Consommation maxi annuelle : - Réseau public : 100 000 m ³ (volume porté exceptionnellement à 120 000 m ³ sous réserve de justification de l'exploitant) - Émissaire (pour eaux de refroidissement) : 320 000 m ³
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que l'origine de l'eau utilisée sur le site est conforme aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2009. L'eau du réseau AEP est utilisée pour : sanitaires ; douches de sécurité ; secours de l'eau industrielle pour le lavage des gaz de désulfuration ; unité de désodorisation ; arrosage des parcelles « publiques » en entrée de site ; zone parking Les eaux industrielles issues de l'émissaire 2 sont composées des rejets de la station d'épuration des eaux usées, du fleuve Huveaune, de la rivière Jarret et des eaux pluviales (par temps de pluie). Elles sont utilisées dans le process (préparation des émulsions de polymères, refroidissement [compresseur de brassage, centrale hydraulique des centrifugeuses avec recyclage], préparation lait de chaux) ; réseau incendie (château d'eau 500 m ³ alimentant les bornes incendie du site) ; arrosage (partie haute du site) ; nettoyage. L'exploitant n'a pas été en capacité de communiquer les masses d'eau correspondant à l'origine de l'eau du réseau AEP. Concernant le point de prélèvement en eaux industrielles, il est situé dans le périmètre du site, à 120 m de profondeur. Les coordonnées GPS ont été relevées. La masse d'eau associée est : DR121B (L'Huveaune du seuil du pont de l'étoile à la mer). La visite d'inspection a également permis de constater que l'exploitant respecte les quantités prélevables autorisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les masses d'eau relatives à l'origine de l'eau du réseau AEP.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2006, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : [...] Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. [...]
Constats : Le site est équipé de dispositifs de mesure totalisateur de type compteur. L'exploitant suit les 2 compteurs associés au réseau AEP, le compteur pour le prélèvement des eaux industrielles ainsi qu'un sous-compteur des eaux industrielles (usage interne) pour l'arrosage des espaces verts en haut du site. Le distributeur de l'eau potable réalise une vérification annuelle du compteur AEP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2006, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : [...] Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant réalise un relevé quotidien des compteurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an. Volumes d'eaux rejetés : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
Constats : La visite d'inspection a permis de s'assurer que les volumes d'eau prélevés (108 106 m ³ , dont environ 40 000 m ³ pour le réseau AEP en 2022) sont bien déclarés dans GEREP pour l'année 2022. L'exploitant a déclaré également les volumes d'eau rejetés en 2022 (3 214 119 m ³). Ce volume est très important mais cohérent avec l'activité principale de l'établissement qui consiste à traiter les boues de la station d'épuration des eaux usées de Marseille par déshydratation. En effet, l'usine réceptionne environ 7 000 m ³ /j de boues à traiter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/com-mencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : L'exploitant n'a pas été confronté en 2023 à un niveau de gravité Alerte renforcée ou Crise. La visite d'inspection a permis de rappeler à l'exploitant que le niveau de gravité de la zone qu'il doit suivre correspond à la zone géographique dont dépend son prélèvement majoritaire. Les informations sont disponibles sur le site internet VIGIEAU (https://vigieau.gouv.fr)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en oeuvre du PSH

Référence réglementaire : Autre du 20/06/2023, article Communication DREAL
Thème(s) : Risques chroniques, PSH
Prescription contrôlée : Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024. Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions de mandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024. Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas : 1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors. 2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte. Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA. Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt. L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH. Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en œuvre le plan de sobriété hydrique (PSH).

Type de suites proposées : Sans suite